RAPPORT ANNUEL 2001-2002

RÉGIE RÉGIONALE
DE LA SANTÉ ET DES
SERVICES SOCIAUX
LANAUDIÈRE

Agir pour mieux vivre

103-03607/

Adopté par le conseil d'administration le 12 novembre 2002.

La forme masculine utilisée dans ce document désigne aussi bien les femmes que les hommes.

Dépôt légal : 4e trimestre 2002
ISSN : 1198-6484
ISBN : 2-89475-136-2
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec

La table des matières

Le conseil d'administration 1

La Commission médicale régionale 4

La Commission multidisciplinaire régionale 6

La Commission infirmière régionale 8

Le Département régional de médecine générale 10

La mission et l'environnement de la Régie régionale 12

L'organigramme de la Régie régionale 13

La liste des établissements 14

LES ACTIVITÉS DES DIRECTIONS 15

Les services relevant de la Direction générale 16

La Direction de la programmation et de la coordination des services 19

La Direction de santé publique 24

La Direction des services administratifs 29

LES ANNEXES

Annexe 1 – État des résultats du fonds d'exploitation et du fonds des activités régionalisées

Annexe 2 – Bilan du fonds d'exploitation et du fonds des activités régionalisées

Annexe 3 – État d'allocation de l'enveloppe régionale des crédits 2001-2002

Annexe 4 – Analyse de la provenance et de l'utilisation des fonds

Annexe 5 – Allocation des ressources financières aux établissements – budget final 2001-2002

Annexe 6 – Autorisations d'emprunt accordées en vertu de la loi

Annexe 7 – Allocations de nouveaux crédits dans la région Lanaudière en 2001-2002 (base annuelle)

Annexe 8 – Subventions 2001-2002 récurrentes aux organismes communautaires

Annexe 9 – Effectifs de la Régie régionale de Lanaudière

Le conseil d'administration

Composition au 31 mars 2002

Membre	Collège électoral
BEAULIEU, Céline	Santé et services sociaux (santé)
BÉCOTTE, Marie	Organismes socio-économiques
BLAIS, Maurice	Santé et services sociaux (santé)
BLANCHET, Yvon	Forum de la population
BOILEAU, Lyne[1]	Établissements d'enseignement
BONIN, Diane	Commission médicale régionale
DESJARDINS, Denis	Coopté
GAGNON, Régis	Milieu syndical
GAUDET, Roger	Municipalité régionale de comté
GIROUX, Alain	Commission multidisciplinaire régionale
GOYET, Noëlla	Municipalités
JOLY, Thérèse	Commission infirmière régionale
LEFORT-JEAN, Lilianne	Santé et services sociaux (social)
O'BOMSAWIN-CARROUÉ, Johanne	Coopté
VANDAL, Joane[2]	Milieu communautaire
MASSICOTTE, Louise[3]	Directrice générale

[1] Lyne Boileau, démission en date du 7 mai 2002, remplacée par Michèle Ross en date du 28 août 2002.
[2] Joane Vandal, démission en date du 10 septembre 2002, poste vacant depuis.
[3] Louise Massicotte, remplacée par Jean-Claude Berlinguet le 8 juillet 2002.

Les conseils d'administration qui se sont succédé en 2001-2002

De 1997 à 2001

Au premier rang, les membres du comité administratif : monsieur **Robert Beauparlant**, secrétaire, madame **Micheline Mathieu**, conseillère, monsieur **Yvon Blanchet**, premier vice-président, madame **Louise Massicotte**, directrice générale, monsieur **Florian Lafortune**, président, monsieur **Jean-Pierre Corneault**, deuxième vice-président et monsieur **Yvon Papin**, conseiller. Au deuxième rang, monsieur **Maurice Bourassa**, madame **Sylvie Didone-Arseneau**, attachée de direction, monsieur **Maurice St-Jean,** monsieur **Roger Gaudet**, madame **Louise Messier**, madame **Anita Roy-Bonin**, madame **Claudette Boisjoly-Pelletier**, madame **Johanne O'Bomsawin-Carroué**, madame **Diane Bonin** et madame **Joane Vandal**. Sont également membres du conseil : mesdames **Lise Turcotte**, **Giselle Rivet**, **Monique Martin L'Épicier, Lorraine Talbot** ainsi que messieurs **Michel Desrochers et André Hénault**.

En place depuis décembre 2001

Au premier plan, madame **Sylvie Didone-Arseneau**, attachée de direction, monsieur **Yvon Blanchet**, président, madame **Louise Massicotte**, directrice générale, monsieur **Maurice Blais**, deuxième vice-président, monsieur **Alain Giroux**; à l'arrière-plan, mesdames **Thérèse Joly**, **Joane Vandal, Marie Bécotte, Lilianne Lefort-Jean, Céline Beaulieu, Diane Bonin, Johanne O'Bomsawin-Carroué**, ainsi que messieurs **Denis Desjardins** et **Régis Gagnon**. Étaient absents au moment de la photo : madame **Noëlla Goyet** et monsieur **Roger Gaudet**.

La Commission médicale régionale

Composition au 31 mars 2002

Membre	Spécialité
BONIN, Diane, md	Pédiatre
PIGEON, Serge, md	Omnipraticien
MARTINEAU, Mario, md	Omnipraticien
MAZIADE, Pierre-Jean, md	Microbiologiste
MARCOUX, Laurent, md	Régie régionale
MASSICOTTE, Louise	Régie régionale

Durant cette année de remaniement ministériel et de mise en place des nouvelles lois de la gouverne, la Commission médicale régionale (CMR) a dû réévaluer la pertinence de son existence. Cette année en a donc été une de réflexion, de réorganisation et de redéfinition des mandats, pour tenir compte des nouvelles législations et de la mise en place du Département régional de médecine générale (DRMG).

Dans ce contexte, les règlements de la CMR, de même que les règlements des modalités de désignation des membres ont été revus et présentés par la suite au conseil d'administration de la Régie régionale en juin 2002.

La CMR a également suivi et favorisé l'implantation des groupes de médecine familiale dans la région.

Elle a aussi émis des avis sur l'inutilité du maintien de la télémédecine dans sa forme actuelle, privilégiant un support technologique de communication plus efficace.

Par ailleurs en mars 2002, les membres de la CMR se sont unanimement prononcés sur la nécessité absolue du maintien des soins de base, de l'accessibilité à des services de première ligne et à des soins hospitaliers pour tous les Lanaudois et ce, malgré des prévisions budgétaires difficiles. Dans cet avis, la CMR soulignait aussi l'iniquité interrégionale et demandait au conseil d'administration de la Régie régionale de continuer de presser le gouvernement de distribuer des allocations sur une base de per capita plutôt qu'historique.

Tout au long de l'année, la CMR a fait des représentations auprès de la Direction générale afin que le poste de directeur des affaires médicales soit ouvert.

La révision des plans régionaux d'effectifs médicaux en spécialités a été faite conjointement avec les directeurs des services professionnels et hospitaliers des deux centres hospitaliers de la région et le personnel responsable de la Régie régionale.

Les demandes des hôpitaux pour les équipements de haute technologie pour les années 2001-2002 et 2002-2003 ont été discutées et un avis favorable et conforme aux souhaits des deux centres hospitaliers de la région a été transmis au conseil d'administration de la Régie régionale.

La présidente de la CMR a siégé aux réunions de la Table provinciale des CMR.

Au cours des prochains mois, les membres devront susciter des candidatures en vue de l'élection prévue à l'automne 2002. Le partage des rôles et la complémentarité des mandats avec le DRMG et les autres commissions seront certainement au cœur de nos préoccupations.

La Commission multidisciplinaire régionale

Composition au 31 mars 2002

Membre	Collège électoral
ALLARD, Lise	Professionnel membre des comités exécutifs des conseils multidisciplinaires – techniques
AUBÉ, Isabelle	Professionnel membre des comités exécutifs des conseils multidisciplinaires – techniques
FORTIN, Marc	Professionnel membre des comités exécutifs des conseils multidisciplinaires – réadaptation/santé
GIROUX, Alain	Gestionnaire professionnel – social
GUIZZETTI, Solange	Professionnel membre des comités exécutifs des conseils multidisciplinaires – techniques
LAROCQUE, Jacques	Représentant collège enseignement général et professionnel
MALO, Olivier	Professionnel membre des comités exécutifs des conseils multidisciplinaires - social
MASSICOTTE, Louise	Directrice générale
MATTEAU, Éric	Professionnel membre des comités exécutifs des conseils multidisciplinaires – réadaptation/santé
TÉTREAULT, Benoît	Gestionnaire professionnel – réadaptation/santé
Vacant[4]	Professionnel membre des comités exécutifs des conseils multidisciplinaires – social

La Commission multidisciplinaire régionale s'est formée au cours de l'automne 2001. Le conseil d'administration a adopté en septembre 2001 le règlement concernant les modalités de désignation des membres et les règles de fonctionnement de la commission.

[4] Suite à la démission de madame Sylvie Lepage le 15 mars 2002.

La Commission multidisciplinaire régionale a pour mandat :

- de donner son avis sur l'organisation, la distribution et l'intégration des services dans la région et sur la planification de la main-d'œuvre, à la lumière des plans régionaux d'organisation des services visés à l'article 347 de la loi;

- de donner son avis sur certaines questions relatives à l'accessibilité et à la coordination des services dans la région;

- de donner son avis sur les approches novatrices de services et leurs incidences sur la santé et le bien-être de la population;

- d'exécuter tout autre mandat que lui confie le conseil d'administration et de lui faire rapport périodiquement.

Une rencontre a eu lieu le 11 octobre 2001 lors de laquelle les membres présents ont déposé quatre candidatures en vue de la nomination par le ministre de la Santé et des Services sociaux d'un membre pour représenter la commission au sein du conseil d'administration de la Régie régionale de Lanaudière.

La commission a officiellement débuté ses travaux en avril 2002. Les membres ont alors nommé monsieur Benoît Tétreault pour assurer la présidence et madame Lise Allard comme vice-présidente.

La Commission infirmière régionale

Composition au 31 mars 2002

Membre	Collège électoral
BEAUDRY, Danielle	Coopté / CLSC Lamater
BEAUFORT, Manon	Comité exécutif CII – 2 autres postes/CLSC/CLSC Joliette
BLAIN, Manon	Comité exécutif CII – 2 autres postes/CHSGS/Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur/Service d'urgence psychiatrique
CYR, Monique	Observateur/Foyer St-Donat
JOLY, Thérèse	Gestionnaire des soins infirmiers/DSI/CHSLD de la Côte Boisée
LAGUË, Monique	Régie régionale ou infirmière ou infirmier désigné /Régie régionale de Lanaudière
LANDREVILLE, Danielle	Comités d'infirmières et d'infirmiers auxiliaires des conseils d'infirmières et d'infirmiers/CIIA/CHRDL
LANGEVIN, Nicole	Observateur/ORIILL
LEROUX, Nicole	Observateur/CLSC/CHSLD Meilleur
PICHETTE, Monique	Comité exécutif CII/Représentant domaines CRDI ou CRDP ou CR personnes alcooliques ou toxicomanes ou CPEJ ou CRJDA ou CHSGS/CHRDL
PRÉVOST-DEMERS, Ginette	Collège d'enseignement général et professionnel/Collège d'enseignement/Cégep régional de Lanaudière
RIVARD, Claudette	Gestionnaire des soins infirmiers/DSI/Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur/Direction des soins infirmiers
SAVOIE, Mario	Observateur/CHRDL
SIMARD, Huguette	Comité exécutif CII/représentant une personne dans CHSLD ou CLSC/CHSLD/CLSC-CHSLD d'Autray

La Commission infirmière régionale s'est formée au cours de l'automne 2001, en conformité avec les dispositions prévues à la nouvelle loi sur la gouverne. Elle a succédé au Conseil régional des infirmères de Lanaudière.

Le conseil s'est intéressé à plusieurs dossiers durant la première tranche de l'année financière qui nous occupe, notamment à tout ce qui touche la planification de la main-d'œuvre infirmière. Il a été étroitement associé à la mise en place du comité régional de la planification de la main-d'œuvre. La priorité a été mise, à ce moment, sur l'organisation du colloque régional sur la planification de la main-d'œuvre infirmière, tenu avec succès le 21 mars 2001.

Avec la venue d'une nouvelle instance, soit la Commission infirmière régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière, le conseil d'administration de la Régie régionale a adopté, en septembre 2001, le règlement concernant les modalités de désignation des membres et les règles de fonctionnement de la commission.

Madame Huguette Simard assure la présidence et madame Manon Beaufort l'assiste à titre de vice-présidente.

Les objectifs pour l'année 2002-2003 :

- participer à la planification stratégique de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière.

- soumettre un avis au conseil d'administration concernant le rôle de l'infirmière au sein des groupes de médecine familiale.

- travailler en concertation avec les membres du comité régional qui travaillent au plan de la main-d'œuvre infirmière pour les volets formation et main-d'œuvre.

Le Département régional de médecine générale

Composition au 31 mars 2002

Membre	Collège électoral
BERTHIAUME, Marc, md	CLSC-CHSLD – MRC Matawinie
BOUDRIAS, Alain, md	Chef de département du DRMG Clinique privée et CHSGS – MRC Montcalm
CADORET, Pierre, md	CHSLD – MRC L'Assomption
DAIGNEAULT, Julie[5], md	CLSC – MRC des Moulins
FAUCONNIER, Marcel, md	Clinique privée – MRC L'Assomption
LEFEBVRE, Francine, md	CLSC, CHSGS et urgence – MRC Matawinie
LÉGARÉ, Louise-Marie, md	Clinique privée et CHSGS – MRC Joliette
MARSAN, Gilbert, md	Clinique privée – MRC L'Assomption
MASSICOTTE, Louise	Directrice générale
NARBONNE, Claude, md	Clinique privée et CHSGS – MRC L'Assomption
ST-LAURENT, Claude, md	Clinique privée, CHSLD et CHSGS – MRC D'Autray

Le Département régional de médecine générale (DRMG) a participé, lors de présentations publiques, de réunions du comité de direction de la Régie régionale ou lors de rencontres de ses délégués avec diverses instances de la Régie régionale, à des discussions portant essentiellement sur la mise en place d'un réseau intégré concernant les soins de première ligne.

---

[5] Docteure Michèle Houle remplace docteure Julie Daigneault qui a donné sa démission le 8 juin 2001.

La priorité du DRMG est d'établir un plan régional d'organisation des soins de santé ainsi qu'un plan régional pour les effectifs médicaux de première ligne.

Un sondage a été envoyé à tous les omnipraticiens de la région pour connaître exactement l'offre de service par territoire de CLSC. Après avoir dressé cette offre de service, on préparera le plan d'organisation des soins de santé et le plan régional pour les effectifs médicaux (PREM).

De concert avec la Régie régionale et son prochain directeur des affaires médicales, le Département régional de médecine générale participera à l'élaboration d'un réseau intégré qui couvrira l'ensemble du territoire de Lanaudière. On devra cependant attendre les orientations du ministère de la Santé et des Services sociaux en ce qui concerne les activités médicales particulières (AMP).

La mission et l'environnement de la Régie régionale

La mission de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière est de travailler à l'amélioration de la santé et du bien-être de la population lanaudoise. Elle planifie, organise et coordonne les services de santé et les services sociaux sur son territoire. Elle assure un équilibre des ressources consenties aux différentes clientèles, dans un objectif de services continus, que ce soit en prévention, promotion, évaluation, traitement, suivi, réadaptation ou réinsertion. Elle s'assure d'avoir les ressources pour répondre aux besoins de la population. Elle collabore aussi avec les différents partenaires intersectoriels dans l'action sur les déterminants de la santé et du bien-être.

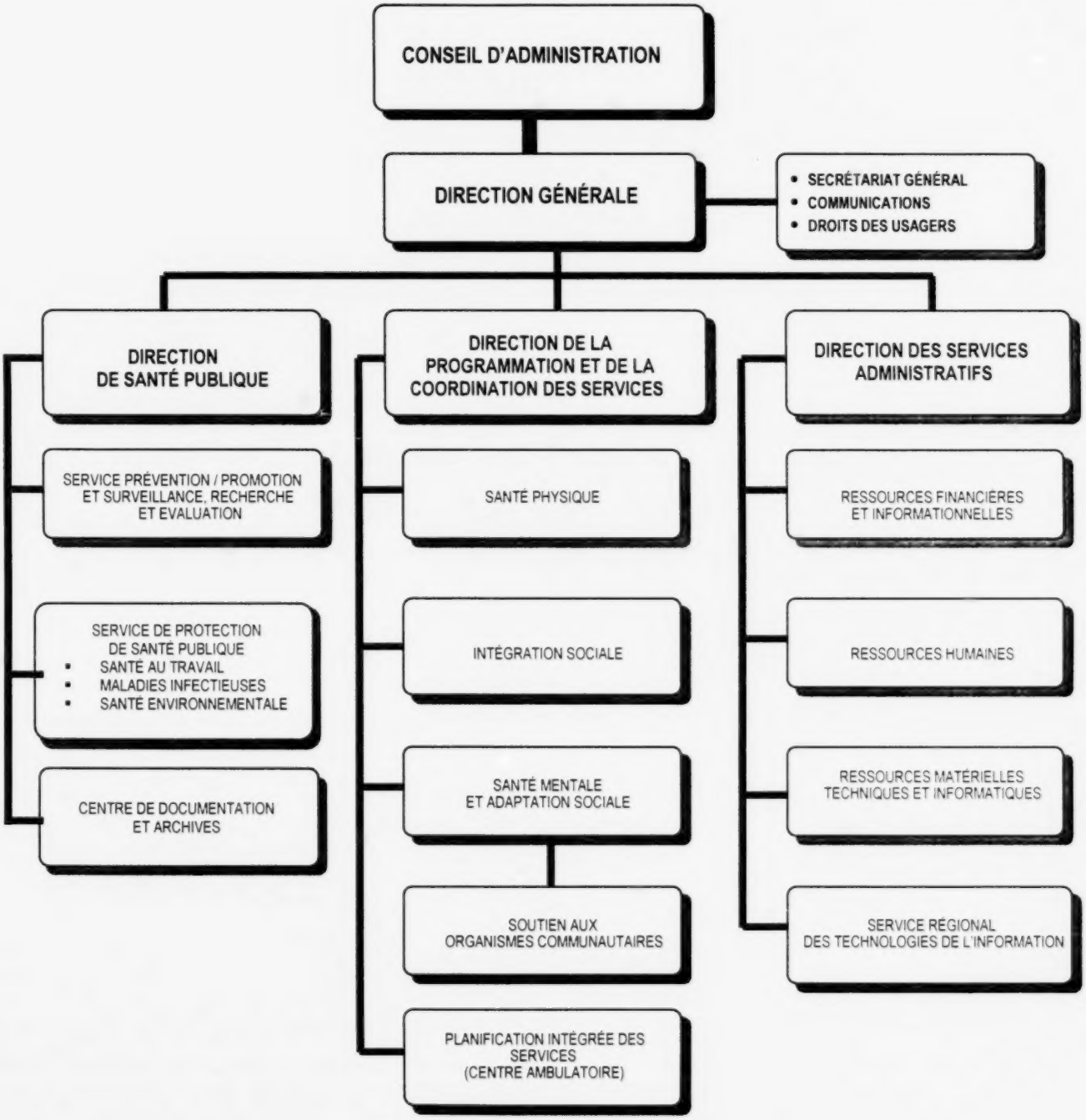
La Régie régionale a été instituée le 1er avril 1993. La population de 404 908 personnes, estimée pour juillet 2002 (Marquis et Cadieux, 2000), est répartie dans les six MRC du territoire desservi, sur une superficie de 12 415 km^2. Lanaudière est une région à la périphérie de Montréal. Les MRC de Matawinie, de D'Autray et de Montcalm présentent un profil plutôt rural. Par contre, les MRC de L'Assomption et des Moulins ainsi qu'une partie de celle de Joliette sont fortement urbanisées.

Un des défis de la Régie régionale est de composer avec la croissance démographique de sa population. Selon les dernières projections de population fournies par l'Institut de la statistique du Québec (Marquis et Cadieux, 2000), la population lanaudoise continuera d'augmenter mais à un rythme plus lent au cours des prochaines décennies pour dépasser la barre des 440 000 personnes en 2 016. Chaque territoire de MRC verra sa population augmenter mais ce sont celles des MRC des Moulins (14 %) et de Montcalm (12 %) qui connaîtront les plus fortes hausses.

Les données de projections laissent entrevoir une transformation de la réalité lanaudoise. D'ici 2 016, le nombre de jeunes âgés de moins de 15 ans subira une baisse de 13 %, tandis que le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus haussera de 69 %.

Organigramme de la Régie régionale

(Au 31 mars 2002)



La liste des établissements

Au 31 mars 2002

Centres hospitaliers	**CLSC**
• Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur • Centre hospitalier régional De Lanaudière	• CLSC Lamater • CLSC Joliette
CHSLD privés conventionnés	**CHSLD privés non conventionnés**
• CHSLD de la Côte Boisée • CHSLD Le Château • CHSLD Vigi Yves-Blais • CHSLD Heather I	• Au Second Bonheur • CHSLD Bouleaux Argentés • Résidence Chez Maman • CHSLD Heather II
CLSC-CHSLD publics	**Centres de réadaptation**
• Carrefour de la santé et des services sociaux de Matawinie • CLSC-CHSLD D'Autray • CLSC-CHSLD Montcalm • CLSC-CHSLD Meilleur	• CR Le Bouclier (déficience physique) • CR La Myriade (déficience intellectuelle, autisme, ressources de type familial) • Les Centres Jeunesse de Lanaudière (jeunesse)

LES ACTIVITÉS DES DIRECTIONS

Les services relevant de la Direction générale

Le Service des communications

Le Service des communications travaille en étroite collaboration avec tous les professionnels oeuvrant dans les diverses équipes de la Régie régionale pour mieux faire connaître aux Lanaudois les services offerts ainsi que les actions déployées pour les améliorer. Le service est également associé à l'organisation d'activités de promotion, de journées d'information ou colloques destinés à des clientèles particulières ou au grand public. Des mécanismes de communication permettent aussi aux partenaires, de même qu'aux employés de la Régie régionale, d'être informés des décisions concernant le réseau ainsi que de l'actualité dans le domaine de la santé et des services sociaux. Au cours des prochains mois, une attention particulière sera apportée à l'amélioration des mécanismes de communication interne.

Le Service des plaintes

L'année 2001-2002 peut être considérée comme une année charnière dans la transformation du système de gestion des plaintes depuis la sanction, le 11 décembre 2001, de la Loi sur le Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux. En effet, on passe d'un système de traitement des plaintes à un système de gestion de la qualité des services qui a comme prémisse le respect des droits des usagers et la satisfaction de la clientèle.

Les plaintes traitées par les établissements

Depuis l'année financière 1997-1998, c'est la première fois que l'on constate une diminution du nombre de dossiers ouverts par les établissements du

réseau de la santé et des services sociaux. Comparativement à l'an dernier, il y a eu une baisse de près de 15 % du nombre de dossiers ouverts, passant de 441 en 2000-2001 à 376 au cours du dernier exercice financier.

Tout comme à l'exercice précédent, nous observons une diminution de 2 % (85 % en 2000-2001 et 83 % en 2001-2002) du nombre de dossiers traités et conclus par les établissements du réseau. Cette situation s'explique, entre autres, par le fait que le contenu des plaintes s'est beaucoup complexifié au cours des dernières années.

Au cours de l'exercice 2001-2002, il y a eu 379 dossiers de plaintes conclus qui ont généré 524 objets de plaintes, dont 60 (11 %) concernaient les actes médicaux, dentaires et pharmaceutiques. Les objets de plaintes touchent les soins et services dispensés, l'accessibilité aux services, les relations interpersonnelles ainsi que l'aspect financier.

Les plaintes traitées par la Régie régionale

Au cours de l'exercice 2001-2002, la Régie régionale a ouvert 55 nouveaux dossiers de plaintes, un de moins que l'année précédente. Toutefois, le nombre de dossiers de plaintes à traiter s'est établi à 111 puisque 56 dossiers de plaintes qui n'avaient pas été conclus l'année précédente avaient été reportés à cet exercice pour suivi et traitement. En cours d'année, la Régie régionale a conclu 68 dossiers.

Sur les 68 plaintes conclues, 23 de celles-ci ont été traitées en première instance et concernaient les fonctions de la Régie régionale, les Services préhospitaliers d'urgence, les organismes communautaires ou les résidences privées d'hébergement avec permis.

Toutes les autres plaintes conclues, soit 45, ont été traitées en deuxième instance. Ces plaintes visaient essentiellement les activités des établissements du réseau de la santé et des services sociaux.

Dans l'ensemble, les insatisfactions exprimées par les usagers concernaient principalement les soins et services dispensés, les droits des particuliers, l'accessibilité aux services, les aspects financiers et les relations interpersonnelles.

Des 173 objets de plaintes, 115 (66 %) se sont conclus par des mesures correctives ou des recommandations de mesures correctives.

Au cours de l'exercice 2001-2002, la Régie régionale a poursuivi son programme de formation des cadres et gestionnaires du réseau de la santé et des services sociaux qui vise l'amélioration des relations interpersonnelles. Ainsi, 54 cadres et gestionnaires ont suivi cette formation en cours d'année. Les efforts consentis depuis les deux dernières années ont permis de réduire de 20 % le nombre de plaintes concernant les relations interpersonnelles.

La Direction de la programmation et de la coordination des services

La direction regroupe la Coordination de la santé physique, celle de la planification intégrée des services, la Coordination de l'intégration sociale et enfin celle de la santé mentale et de l'adaptation sociale.

La Coordination de la santé physique

Pour les services d'urgence, la Coordination de la santé physique a mis en œuvre un plan pour pallier les effets de la période hivernale, en allouant des ressources supplémentaires aux centres hospitaliers pour soutenir un achalandage accru tout en assurant une plus grande disponibilité de ressources dans leur environnement. Afin d'apporter des solutions plus durables, la coordination a également produit un plan régional d'organisation des services d'urgence visant à mieux desservir, et ce, de façon continue, les principales clientèles qui ont habituellement recours aux services d'urgence.

Toujours en matière de planification des services, la coordination a produit un plan régional d'effectifs médicaux visant à répartir entre les centres hospitaliers les postes de médecins spécialistes supplémentaires octroyés par le MSSS pour la région de Lanaudière. En relation avec ce plan d'effectifs, la coordination a également soutenu les activités de recrutement des établissements.

Le projet de développement des services ambulatoires dans une nouvelle installation du Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur a également mobilisé une partie importante des ressources de la Coordination de la santé physique et de la Coordination de la planification intégrée des services créée pour soutenir le développement de services intégrés en santé physique. Ces

interventions ont pris principalement la forme d'une participation active aux travaux du comité quadripartite (ministère de la Santé et des Services sociaux, Régie régionale de Lanaudière, Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur et Corporation d'hébergement du Québec) formé pour le suivi du projet.

Finalement, les Services préhospitaliers d'urgence ont fait l'objet d'un suivi continu, tant pour la poursuite de l'implantation d'un programme de qualité des interventions des techniciens ambulanciers que pour la réévaluation de l'offre de service dans chacune des zones d'ambulance.

Ces démarches se concrétiseront en 2002-2003 par de nouvelles activités de formation, notamment pour l'administration de médicaments, et par la consolidation des horaires de travail dans les zones où le nombre de transports s'est accru plus rapidement.

La Coordination de l'intégration sociale

Au cours de l'année, cette coordination a œuvré à la consolidation des services dans tous les programmes relevant de sa juridiction. Elle a également poursuivi la mise en place du cadre de référence pour les ressources intermédiaires.

Pour les personnes âgées, cette consolidation a permis d'améliorer l'offre de service en maintien à domicile, le soutien aux aidants naturels, le taux de réponse aux personnes hébergées dans les CHSLD, les activités de prévention et de promotion offertes par les CLSC et les activités de soutien à domicile offertes par les organismes communautaires.

Pour les personnes ayant une déficience physique, la consolidation a permis un rehaussement des services offerts par le Centre de réadaptation Le Bouclier, une bonification des budgets gérés par les CLSC pour les allocations directes aux bénéficiaires et un financement accru des organismes communautaires oeuvrant en défense des droits.

Pour les personnes ayant une déficience intellectuelle, la consolidation a porté sur les services offerts par le Centre de réadaptation La Myriade, les allocations directes et les activités de défense des droits par les organismes communautaires.

Pour les services aux personnes autistes, l'implantation de services découlant du modèle régional a été amorcée avec le développement de services au Centre de réadaptation La Myriade par une hausse des allocations directes gérées par les CLSC et par une augmentation des ressources des organismes communautaires offrant des services de répit, de référence, d'information et de défense des droits.

Finalement, le cadre de référence des ressources intermédiaires est entré en vigueur en début d'année avec le financement d'une première partie de la hausse des taux de contribution qui sera complété au cours des deux prochaines années.

La Coordination de la santé mentale et de l'adaptation sociale

Dans le programme enfance-jeunesse-famille, la Coordination de la santé mentale et de l'adaptation sociale a participé aux Chantiers jeunesse initiés par madame Agnès Maltais, ministre déléguée à l'Emploi, et devant mener à l'adoption d'une stratégie d'action pour les jeunes en difficulté et leur famille. Ceci a amené les responsables à adopter, en collaboration avec les CLSC, une méthode de répartition des budgets jeunesse, méthode utilisée pour la répartition d'un budget de développement de 531 785 $.

En toxicomanie, madame Lysane Ouimet, agente de planification et de programmation à la Régie régionale, a participé aux travaux du comité national sur l'implantation de la certification par le MSSS des centres privés. Un centre de la région a été certifié cette année et un autre est en voie de l'être.

En ce qui concerne le jeu excessif, la coordination a œuvré à la consolidation des services publics externes offerts par Le Tremplin (CHRDL) et à la mise en place des services par les Pavillons du Nouveau Point de Vue. Des mécanismes de collaboration ont été convenus entre Le Tremplin et les Pavillons du Nouveau Point de Vue.

Pour l'itinérance, la Régie régionale a adopté, en juin, un plan d'action pour la partie comprise dans la région métropolitaine de recensement de Montréal ainsi que des projets pour l'ensemble du budget de 1,575 million de dollars. Il reste la mise en œuvre de ces projets.

En violence conjugale, il faut noter la formation et la mise en place de protocoles policiers-CLSC qui assurent la poursuite de l'implantation des orientations ministérielles.

Pour les agressions sexuelles, un comité multisectoriel est en place afin d'assurer l'implantation des orientations ministérielles. La désignation d'établissements devant assurer l'intervention d'urgence auprès des victimes et le suivi suite à ces interventions est une première étape en voie de finalisation. Pour les jeunes, l'application du protocole multisectoriel a démarré et se poursuivra l'an prochain.

En santé mentale, trois nouveaux services ont été implantés : les interventions par les CLSC dans le cadre de la Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui, l'hébergement de crise et le suivi intensif pour des personnes présentant des problèmes importants de santé mentale. De plus, la Régie régionale a tenu deux journées de réflexion sur l'optimisation de la médication et a terminé un état de situation sur l'hébergement proposant des orientations quant à l'ajustement des services.

Dans le dossier suicide, la mise en place d'un Centre de prévention du suicide est un des outils majeurs pour l'implantation de la stratégie régionale d'action face au suicide. Le développement de la concertation régionale et des actions pour appuyer la prévention et la formation sont en cours.

Pour le dossier homosexualité, des démarches ont été amorcées. Elles doivent mener à un plan d'action régional pour l'adaptation des services aux réalités homosexuelles.

Côté organismes communautaires, on a doté tous les organismes d'équipements informatiques. De plus, les démarches d'implantation de la nouvelle politique gouvernementale ont été amorcées.

La Direction de santé publique

La Direction de santé publique a poursuivi son mandat avec la préoccupation d'intégrer son action sectorielle à l'intérieur des enjeux locaux, régionaux et aussi ceux de niveau national. Collaboration aux différentes tables régionale et locales sur le développement social, participation à la formulation de l'avis régional sur la stratégie nationale de lutte à la pauvreté, participation au processus de planification stratégique du Conseil régional de développement de Lanaudière, coordination de la consultation régionale sur la Politique de santé et bien-être, participation au conseil d'administration du Réseau québécois de villes et villages en santé en constituent des exemples tangibles. La direction a également réalisé la mise à jour du Programme régional de santé publique 1997-2002, exercice qui a permis de voir tout le chemin parcouru avec les partenaires mais aussi de dresser un inventaire de plusieurs besoins à combler au cours des prochaines années.

La prochaine année de fonctionnement sera teintée des différents ajustements à faire suite à la récente promulgation de la Loi sur la santé publique, à la nouvelle réglementation sur l'eau potable, à la mise à jour de la Politique de santé et de bien-être ainsi qu'à l'avènement prochain du Programme national de santé publique. Le travail se poursuivra en association étroite avec tous les partenaires.

En terminant, la direction tient à féliciter toutes les équipes pour l'enthousiasme et l'énergie déployés à toujours mieux desservir la population de la région Lanaudière.

Le Service des archives

Le Service des archives a offert trois sessions de formation en gestion documentaire et six sessions de formation sur le référentiel. Il a également traité 96 boîtes d'archives, ouvert 2 041 dossiers, détruit 60 boîtes d'archives et procédé à 28 prêts de dossiers administratifs. Quinze demandes d'accès à l'information ont été enregistrées et on a répondu à 441 demandes de la clientèle externe pour des documents administratifs et des répertoires.

Le Service prévention-promotion

Dans le domaine des maladies chroniques et des habitudes de vie, Kino-Québec a expérimenté des programmes de promotion de l'activité physique auprès des écoles et des municipalités, une campagne de marketing sur l'alimentation « Santé et plaisir dans votre assiette » a été lancée avec succès dans la région, plusieurs activités de prévention du tabagisme auprès des jeunes de 6e année et de niveau secondaire se sont poursuivies et des outils de promotion des scellants ont été produits pour rejoindre les parents d'enfants vulnérables à la carie.

Dans le champ du développement et de l'adaptation sociale, un plan d'action régional en allaitement maternel a été élaboré, un répertoire d'outils en éducation sexuelle a été distribué aux intervenants. Les partenaires ont également été soutenus dans l'implantation de programmes de stimulation précoce auprès des deux à cinq ans, dans le développement de l'expertise sur la valorisation du rôle du père et dans la consolidation de l'approche « Jeunes en santé dans une école en santé » avec une trentaine d'écoles primaires.

Dans le domaine des traumatismes, un projet pilote de prévention des chutes à domicile chez les personnes âgées a été implanté dans les six CLSC du

territoire. Finalement, le Service prévention-promotion a collaboré à de nombreuses actions intersectorielles sur le développement social, la lutte à la pauvreté et la prévention de l'abandon scolaire.

Le Service de surveillance, recherche et évaluation

Au cours de l'année 2001-2002, les membres du service ont traité de sujets aussi diversifiés que les résultats de l'Enquête sociale et de santé 1998, les projections de population par regroupements municipaux, la grossesse et les habitudes de vie des mères, la pauvreté, le décrochage scolaire, l'homosexualité, le tabagisme, la mortalité. À cette liste s'ajoutent les maladies à déclaration obligatoire, la logique familiale de soutien auprès d'un proche dépendant, l'hébergement par alternance ainsi que l'évaluation de la qualité des soins et des services et de la satisfaction de la clientèle vis-à-vis des soins ambulatoires. L'équipe a également travaillé à l'évaluation du projet pilote de prévention des chutes à domicile chez les personnes âgées, du service Info-Santé CLSC, du programme Santé et plaisir dans votre assiette, des Services de crise de Lanaudière, de l'implantation de la Stratégie lanaudoise d'action face au suicide, des plans d'action en promotion de la santé et en prévention des toxicomanies destinés aux élèves de 5e et de 6e année et du programme de prévention des grossesses et des MTS à l'adolescence.

Ces activités ont contribué à informer les intervenants, les décideurs et la population sur l'état de santé et de bien-être prévalant dans Lanaudière. Elles ont également contribué à soutenir la prise de décision ainsi que l'évaluation et la planification des services offerts dans la région.

Le Service des maladies infectieuses

Dans le cadre des activités habituelles du service, 1 155 maladies à déclaration obligatoire (MADO) ont été déclarées en 2001 et près de 100 000 doses de vaccins ont été distribuées dans les différents programmes publics de vaccination. De plus, la région a participé à la campagne de vaccination provinciale contre le méningocoque. Ce sont 89 374 jeunes qui ont été rejoints, ce qui représente 80 % de la clientèle ciblée. Par ailleurs, dans le cadre du Programme québécois d'intervention auprès des personnes infectées par l'hépatite C, deux cliniques de dépistage aux CLSC Joliette et Lamater ont permis de rejoindre près de 400 personnes et la Direction de santé publique participe à une vaste enquête sur les facteurs de risque de cette maladie. En ce qui concerne le dossier MTS-SIDA, les activités se poursuivent et une étude est en cours sur les besoins des personnes atteintes par le VIH dans la région afin d'améliorer les services rendus à cette clientèle.

Le Service de santé environnementale

L'équipe de santé environnementale a répondu à 219 appels de citoyens pour des problèmes de qualité de l'air intérieur et extérieur. Les interventions auprès des gestionnaires de réseaux d'aqueducs dont l'eau potable présentait une contamination ont augmenté de 15 par année à plus de 200 au cours de la période allant du 28 juin 2001 au 1er avril 2002. Ces interventions s'accompagnent de surveillance active des cas de gastro-entérites dans les populations desservies par ces réseaux. Des avis de santé publique ont été donnés et des activités de formation et de concertation ont été réalisées dans plusieurs municipalités présentant des problèmes de contamination des eaux souterraines par des nitrates. On a procédé à une enquête auprès des établissements du réseau afin d'établir la nature des risques environnementaux auxquels ils sont exposés.

Enfin, l'équipe de santé environnementale a assuré un support aux intervenants régionaux (groupes environnementaux, MRC et municipalités) dans les dossiers touchant la santé et l'environnement. Les membres de l'équipe ont aussi poursuivi leur participation à plusieurs groupes provinciaux en matière d'air intérieur, d'herbe à poux, de gestion des urgences et des crises, de prévention des intoxications et de pollution atmosphérique.

Le Service de santé au travail

Pour l'année qui se termine, près de 400 milieux de travail ont été rejoints par des activités reliées aux programmes de santé spécifiques à l'entreprise. Les principaux agresseurs visés par les programmes d'intervention sont la silice, les isocyanates, les risques biologiques, les fumées de soudage, le bruit, les risques chimiques et les risques ergonomiques.

Près de 1 200 demandes de réaffectation de travailleuses enceintes ont été traitées. De plus, le soutien nécessaire a été fourni à quelques établissements ciblés pour la mise en place d'une politique de réaffectation des travailleuses enceintes. Cette approche a permis de maintenir un taux de réaffectation de près de 40 % des travailleuses dans leur milieu de travail.

De plus, on a répondu à une centaine de demandes de services portant principalement sur les intoxications aux produits chimiques, sur les contaminations bactériennes et sur les problèmes de qualité de l'air intérieur.

La Direction des services administratifs

Encore cette année, plusieurs projets ont été élaborés par la Direction des services administratifs, particulièrement au niveau des programmes accélérés d'investissements, de la sécurité des actifs informationnels et du déploiement des systèmes d'information nationaux.

Également, beaucoup d'énergies ont été consacrées au niveau des ressources humaines, notamment dans la formation et le développement des employés, la planification de main-d'œuvre et le programme régional d'aide aux employés.

Coordination des ressources humaines

Cette coordination s'est impliquée dans plusieurs dossiers s'adressant à la fois à la Régie régionale elle-même et aux établissements de la région.

Formation et développement des employés

Au plan régional, la Coordination des ressources humaines a subventionné 10 projets de formation-réseau qui ont rejoint plus de 1000 intervenants des établissements et des organismes communautaires. Un processus de gestion de formation systématique a aussi été mis de l'avant à l'intention du personnel de la Régie régionale qui a bénéficié, au cours de l'année, de plus de 1000 heures de formation.

Planification de la main-d'œuvre

Le Comité permanent sur la planification de la main-d'œuvre infirmière, créé en janvier 2001, a dressé son premier plan d'action régional. Ce dernier a été élaboré à partir des pistes de solutions proposées par les gestionnaires et le personnel infirmier des établissements de la région, lors du colloque régional de mars 2001.

Un portrait régional du personnel d'encadrement a été effectué à l'été 2001. Pour ce faire, un sondage a été mené auprès du personnel d'encadrement de la région lanaudoise afin de cibler des actions prioritaires en matière de développement des cadres et gestion de la relève. Plus de 70 % du personnel y a répondu. Les résultats de ce sondage ont été diffusés à travers la région.

Programme régional d'aide aux employés

Tel qu'annoncé en 2001, la Coordination des ressources humaines a concrétisé en janvier 2002 son projet de regroupement des Programmes d'aide aux employés (PAE) des établissements de la région. Au total, 12 établissements ont débuté leur adhésion progressive depuis le 1er janvier 2002.

Changement à la structure organisationnelle

Au 1er avril 2002, la Régie régionale a transféré le Service régional des admissions (SRA), relevant de la Coordination de l'intégration sociale, au CLSC Lamater. Il est à noter que le choix de l'établissement receveur s'avère le résultat d'un processus d'appel d'offres.

Coordination des ressources matérielles, techniques et informatiques

L'année a démarré avec l'actualisation des projets de haute technologie amorcés quelques semaines auparavant. Ces investissements représentaient 2 895 000 $ pour remplacer ou ajouter des équipements médicaux dans les deux hôpitaux, suite à l'acceptation du plan 2000-2001.

Le budget obtenu en fonds régionalisés pour le renouvellement des équipements (1 845 599 $) a été réparti en juin 2001 aux établissements, selon la méthode de valeur de remplacement. Pour les secteurs santé et social, l'enveloppe de maintien des immobilisations, soit 1 107 106 $, a été répartie ce qui a permis de répondre à plusieurs problèmes de sécurité-vétusté, notamment.

Pour le secteur santé, on a révisé et repriorisé avec les hôpitaux les projets de haute technologie. L'exercice a révélé des besoins de 3 774 555 $ pour 2001-2002 et de 2 384 000 $ pour 2002-2003.

Dans le cadre du programme accéléré d'investissements publics (PAIP), un budget de plus de 2,6 M$ a été réparti en dix projets d'immobilisations (sécurité-vétusté). De plus, au niveau des équipements pour l'amélioration de la qualité de vie, une somme de 1 492 000 $ a été consentie.

Au cours du présent exercice financier, le MSSS a annoncé la phase exécution pour les projets suivants, actuellement en cours d'exécution :

Carrefour de la SSS de Matawinie • (C.A. Brassard)	Agrandissement et rénovation	2 274 000 $
CLSC Lamater	Agrandissement et rénovation	1 508 000 $
CLSC-CHSLD Meilleur	Construction pour la relocalisation Alexandre-Archambault et C.A. Le Gardeur	16 839 000 $

En plus des projets de la région, la Coordination des ressources matérielles a poursuivi son apport dans le but de répondre aux besoins des ressources de la Régie régionale, notamment pour une location additionnelle au Centre de Réflexion chrétienne, avec les aménagements nécessaires.

Pour ce qui est de l'approvisionnement courant, on a constaté un accroissement régulier lié à l'augmentation du nombre de ressources.

Dans la perspective de mettre en place le cadre global de gestion sur la sécurité des actifs informationnels du MSSS, la Régie régionale a participé à une démarche régionale d'évaluation des mesures de sécurité reliées à l'information numérique. Toujours dans le contexte de cette démarche de sécurité, la Régie régionale a entamé la rédaction d'une politique de sécurité de ses actifs informationnels.

Dans le cadre de la mise en opération du service national de visioconférence du réseau sociosanitaire, la Régie régionale a amorcé l'installation, à son siège social, d'une salle de visioconférence. Cette salle vise à assurer un point d'accès régional à la visioconférence.

Service régional des technologies de l'information

Le Service régional des technologies de l'information (SRTI) offre aux établissements de la santé et des services sociaux de la région et à la Régie régionale des infrastructures technologiques communes permettant de gérer et partager de l'information du domaine de la santé, à travers un réseau de communication privé.

Au cours de l'année 2001-2002, le SRTI a effectué différents travaux qui ont permis d'actualiser et de consolider son offre de service auprès de sa clientèle régionale, en particulier :

- la permanence du personnel et l'adaptation du cadre de gestion des infrastructures technologiques communes basé sur :
  - une organisation du travail à partir d'un processus structuré et intégré;
  - une structuration de l'information par lignes de services permettant de mieux répondre aux besoins de la clientèle;
  - un encadrement des activités du personnel selon une distribution de la charge de travail et en fonction de l'expertise de chacune des ressources humaines.
- la mise en place d'un outil de gestion des activités du service permettant de structurer, intégrer et faire connaître l'information relative aux services offerts et les projets d'évolution.
- l'ajout de nouveaux besoins permettant d'accroître et d'améliorer l'offre de service, tels que :
  - la gestion des terminaux (TS) afin d'améliorer la vitesse d'utilisation des applicatifs hébergés au technocentre;
  - le téléaccès à la visioconférence;
  - la migration à la version 5 du collecticiel Lotus/Notes.

- le positionnement de la sécurité régionale des actifs informationnels en procédant à une étude stratégique régionale permettant d'évaluer les risques et d'identifier les mesures correctives avec un plan d'action.

- la mise en place du parc informatique des 140 organismes communautaires de la région de Lanaudière.

Coordination des ressources financières et informationnelles

Ressources financières – Régie régionale

À partir de revenus de 6 216 580 $ et après vérification finale des livres, les résultats au 31 mars 2002 sont les suivants :

Type d'activités	Surplus ou (déficit)
Activités principales	74 704 $
Activités accessoires	8 950 $

Ressources financières - Réseau

Au 31 mars 2002, l'enveloppe régionale lanaudoise était de 357 372 420 $ (budget net) dont 9 485 443 $ en fonds affectés et 12 226 804 $ pour les organismes communautaires.

Ressources informationnelles

Un des objectifs des ressources informationnelles de la Régie régionale au cours de l'année 2001-2002 était d'appuyer l'effort régional de réduction du taux d'absentéisme. Pour ce faire, la Régie régionale a procédé au déploiement régional d'un logiciel à cet effet (PRASAT) dans tous les établissements de la région, incluant la Régie régionale même, et à la mise sur pied d'une campagne de formation pour quelque 30 utilisateurs.

Par ailleurs, la Régie régionale a participé au déploiement de systèmes d'information nationaux, en contribuant activement au pilotage, au déploiement et à sa logistique, ainsi qu'à la prestation des services de soutien subséquents, pour les systèmes suivants :

- système de cueillette d'information financière et opérationnelle (CIFINO);
- système de suivi du plan d'accélération des investissements du secteur public (PAIP);
- répertoire des équipements et des systèmes d'information du réseau (RESIR);
- système d'information pour la clientèle jeunesse dans le cadre du projet d'intégration jeunesse (PIJ).

Comptables agréés
Société en nom collectif
Membre du réseau
Grant Thornton International

Raymond Chabot Grant Thornton

Aux membres du conseil d'administration de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Les renseignements financiers ci-joints concordent avec ceux contenus dans le rapport financier annuel de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière au 31 mars 2002 dont ils sont tirés et sur lequel nous avons exprimé, le 24 mai 2002, une opinion sans réserve.

Raymond Chabot Grant Thorton

Raymond Chabot Grant Thorton

Comptables agréés

Montréal
19 août 2002

Tour de la Banque Nationale
600, rue de La Gauchetière Ouest
Bureau 1900
Montréal (Québec) H3B 4L8
Téléphone : (514) 878-2691
Télécopieur : (514) 878-2127
Internet : www.rcgt.com

LES ANNEXES

Fonds d'exploitation

Exercice terminé le 31 mars 2002

RÉSULTATS

		Activités principales		Activités accessoires	
		Exercice courant 1	Exercice précédent 2	Exercice courant 3	Exercice précédent 4
PROVENANCE DES REVENUS:					
Subventions M.S.S.S.:					
- Budget signifié	01	6 073 213	5 764 947		
- (Diminution) ou augmentation du financement (page 290, note 1)	02	16 610	3 039		
Total (L. 01+ L.02)	03	6 089 823	5 767 986	0	0
Revenus d'intérêts	04	13 586	21 717	9 850	1 659
Revenus commerciaux	05				
Revenus d'autres sources:					
- Contributions de l'avoir-propre (préciser)	06				
- Contributions autorisées des fonds affectés (préciser)	07				
- Autres (page 290, note 2)	08	113 171	81 680		
TOTAL (L.03 à L.08)	09	6 216 580	5 871 383	9 850	1 659
CHARGES D'EXPLOITATION ET DÉPENSES D'IMMOBILISATIONS:					
Salaires - personnel cadre	10	1 075 070	936 115		
Salaires - personnel autre	11	2 392 009	2 359 854		
Avantages sociaux généraux - personnel cadre	12	174 385	159 536		
Avantages sociaux généraux - personnel autre	13	462 037	476 420		
Avantages sociaux particuliers - personnel cadre	14	37 859	26 324		
Avantages sociaux particuliers - personnel autre	15	106 648	175 142		
Charges sociales - personnel cadre	16	105 019	101 040		
Charges sociales - personnel autre	17	316 525	311 365		
Frais de déplacement	18	156 590	137 578		
Services achetés	19	369 147	283 154		
Communications	20	234 385	206 712		
Loyer	21	213 810	215 799		
Location d'équipement	22	43 041	37 699		
Fournitures de bureau	23	83 719	62 588		
Autres frais	24	245 874	272 882		
Charges non réparties	25	5 587	1 976		
Total des charges d'exploitation (L.10 à L.25)	26	6 021 705	5 764 184	0	0
Dépenses d'immobilisations	27	120 171	75 970		
Charges extraordinaires	28			900	900
TOTAL DES DÉPENSES (L.26 à L.28)	29	6 141 876	5 840 154	900	900
EXCÉDENT (DÉFICIT) (L.09 - L.29)	30	74 704	31 229	8 950	759

Fonds des activités régionalisées

Exercice terminé le 31 mars 2002

RÉSULTATS

		Exercice courant 1	Exercice précédent 2
PROVENANCE DES REVENUS:			
Contributions des établissements	01	77 216	250 501
Revenus d'intérêts	02	30 916	35 665
Revenus d'autres sources	03	962 044	460 273
Total (L. 01 à L.03)	04	1 070 176	746 439
CHARGES D'EXPLOITATION ET DÉPENSES D'IMMOBILISATIONS:			
Salaires - personnel cadre	05	71 359	11 926
Salaires - personnel autre	06	132 777	115 517
Avantages sociaux généraux - personnel cadre	07	4 966	7 231
Avantages sociaux généraux - personnel autre	08	20 843	17 573
Avantages sociaux particuliers - personnel cadre	09	1 945	
Avantages sociaux particuliers - personnel autre	10	1 728	
Charges sociales - personnel cadre	11	8 911	2 228
Charges sociales - personnel autre	12	17 587	14 805
Frais de déplacement	13	10 236	5 462
Services achetés	14	55 653	144 152
Communications	15	4 387	2 231
Loyer	16	0	
Location d'équipement	17	0	
Fournitures de bureau	18	7 001	2 423
Autres frais	19	728 641	258 295
Total des charges d'exploitation (L.05 à L.19)	20	1 066 034	581 843
Dépenses d'immobilisations	21		
TOTAL DES DÉPENSES (L.20+L.21)	22	1 066 034	581 843
EXCÉDENT (DÉFICIT) (L.04-L.22)	23	4 142	164 596

Fonds combinés

Exercice terminé le 31 mars 2002

BILAN

		Fonds d'exploitation		Fonds des activités régionalisées	
		Exercice courant 1	Exercice précédent 2	Exercice courant 3	Exercice précédent 4
ACTIF					
À court terme					
Encaisse	01	733 798	263 186	835 232	592 464
Débiteurs:- M.S.S.S.	02	32 388	80 659		
- Établissements	03	72 235	8 410	69 221	366 389
- Autres (page 290, note 7 et note 8)	04	86 478	307 475	51 959	566 676
	05				
	06				
Intérêts courus	07	1 972	1 315	2 041	3 434
Placements temporaires	08				
Charges payées d'avance, page 290, note 9	09	76 524	68 614		
Autres éléments (préciser)	10				
Traitement différé	11	103 375	138 902		
Immobilisations	12			208 333	208 333
Autres éléments d'actif (C.1: préciser)	13				
	14				
TOTAL DE L'ACTIF (L.01 à L.14)	15	1 106 770	868 561	1 166 786	1 737 296
PASSIF					
A court terme					
Découvert de banque	16				
Emprunts de banque	17				
Créditeurs et charges à payer: - M.S.S.S	18				
- Établissements	19	73 218	14 827		
- Autres (C.1: page 290, note 10)	20	605 243	557 110	306 139	140 620
(page 290, note 11)	21		645		
	22				
Revenus reportés: programme d'aide aux joueurs pathologiques	23				
Autres revenus reportés (C.1: page 290 note 12 et note 13)	24	84 301	31 298	647 347	842 336
Autres éléments (C.1: préciser)	25				
	26				
À long terme (C.1: préciser)	27				
TOTAL DU PASSIF (L.16 à L.27)	28	762 762	603 880	953 486	982 956
SOLDE DE FONDS	29	344 008	264 681	213 300	754 340
TOTAL DU PASSIF ET DU SOLDE DE FONDS (L.28+L.29)	30	1 106 770	868 561	1 166 786	1 737 296

Fonds combinés

Exercice terminé le 31 mars 2002

BILAN

		Fonds d'exploitation		Fonds des activités régionalisées	
		Exercice courant 1	Exercice précédent 2	Exercice courant 3	Exercice précédent 4
ACTIF					
À court terme					
Encaisse	01	733 798	263 186	835 232	592 464
Débiteurs:- M.S.S.S.	02	32 388	80 659		
- Établissements	03	72 235	8 410	69 221	366 389
- Autres (page 290, note 7 et note 8)	04	86 478	307 475	51 959	566 676
	05				
	06				
Intérêts courus	07	1 972	1 315	2 041	3 434
Placements temporaires	08				
Charges payées d'avance, page 290, note 9	09	76 524	68 614		
Autres éléments (préciser)	10				
Traitement différé	11	103 375	138 902		
Immobilisations	12			208 333	208 333
Autres éléments d'actif (C.1: préciser)	13				
	14				
TOTAL DE L'ACTIF (L.01 à L.14)	15	1 106 770	868 561	1 166 786	1 737 296
PASSIF					
A court terme					
Découvert de banque	16				
Emprunts de banque	17				
Créditeurs et charges à payer: - M.S.S.S	18				
- Établissements	19	73 218	14 827		
- Autres (C.1: page 290, note 10)	20	605 243	557 110	306 139	140 620
(page 290, note 11)	21		645		
	22				
Revenus reportés: programme d'aide aux joueurs pathologiques	23				
Autres revenus reportés (C.1: page 290 note 12 et note 13)	24	84 301	31 298	647 347	842 336
Autres éléments (C.1: préciser)	25				
	26				
À long terme (C.1: préciser)	27				
TOTAL DU PASSIF (L.16 à L.27)	28	762 762	603 880	953 486	982 956
SOLDE DE FONDS	29	344 008	264 681	213 300	754 340
TOTAL DU PASSIF ET DU SOLDE DE FONDS (L.28+L.29)	30	1 106 770	868 561	1 166 786	1 737 296

Exercice terminé le 31 mars 2002

ÉTAT D'ALLOCATION DE L'ENVELOPPE RÉGIONALE DES CRÉDITS 2001-2002 ET SUIVI DES COMPTES À PAYER NON POURVUS

		Montant
ENVELOPPE RÉGIONALE 2001-2002		
Montant de l'enveloppe inscrit dans le système SBF-R, excluant celui de la ligne 02	01	347 886 977
Montant engagé par le Ministère en fonds affectés à la régie régionale et confirmé à l'enveloppe régionale	02	9 485 443
Montant de l'enveloppe régionale 2001-2002 inscrit dans le système SBF-R (L.01 + L.02)	03	357 372 420
Autres (préciser)	04	
TOTAL (L. 03 et L.04)	05	357 372 420
AFFECTATION DE L'ENVELOPPE RÉGIONALE 2001-2002		
Allocations aux établissements	06	333 763 553
Allocations aux organismes communautaires	07	12 226 804
Estimé des comptes à payer pourvus (des comptes à recevoir) en fin d'exercice (préciser) note 15, page 290	08	1 317 968
Montant des affectations de l'enveloppe régionale inscrites dans le système SBF-R (L. 06 à L. 08)	09	347 308 325
Fonds affectés indiqués à la ligne 02 : Montant attribué	10	6 947 733
Fonds affectés indiqués à la ligne 02 : Montant reporté	11	1 957 934
Autres (préciser) note 16, page 290	12	466 527
Total des affectations (L.09 à L.12)	13	356 680 519
Fonds affectés indiqués à la ligne 02 : Solde non attribué	14	579 776
TOTAL (L.13 + L.14)	15	357 260 295
EXCÉDENT DE L'ENVELOPPE SUR LES AFFECTATIONS (L.05 - L.15)	16	112 125

SUIVI DES COMPTES À PAYER NON POURVUS		Montant
Solde au 31 mars 2001	17	
Nouveaux comptes à payer non pourvus contractés au cours de l'exercice	18	
Comptes à payer non pourvus au 31 mars 2001 liquidés au cours de l'exercice	19	
Solde à la fin (L.17 + L.18 - L.19)	20	0
Composé de: - Comptes à payer non pourvus contractés envers des établissements (= P.266, L.26, C.2)	21	
- Autres (préciser)	22	
TOTAL (L.21 + L.22) = L.20	23	0

Fonds affectés

Exercice terminé le 31 mars 2002

ANALYSE DE LA PROVENANCE ET DE L'UTILISATION DES FONDS

		Fonds des immobilisations 1	001 Familles d'accueil adultes personnes âgées 2	002 Familles d'accueil enfants 3	003 Location d'espaces 4
SOLDE À ATTRIBUER AU DÉBUT DE L'EXERCICE	01	368 270	4 199	4 277	
PROVENANCE					
M.S.S.S.	02	3 734 124			
Subvention pour intérêts sur emprunts	03	10 824			
Revenus d'intérêts	04		133	150	
Autres - Engagements annulés	05	1 391 398			
	06				
Total (L.02 à L.06)	07	5 136 346	133	150	0
ATTRIBUTIONS					
Établissements (note 16, p. 590-6)	08	1 962 543	4 332	4 427	
Organismes (préciser)	09				
Intérêts sur emprunts	10	11 469			
Contributions au fonds d'exploitation	11				
Charges d'opération (préciser)	12				
Dépenses d'immobilisations	13				
Autres (préciser)	14				
	15				
Total (L.08 à L.15)	16	1 974 012	4 332	4 427	0
SOLDE À ATTRIBUER À LA FIN DE L'EXERCICE (L.01 + L.07 - L.16)	17	3 530 604	0	0	0

Fonds affectés

Exercice terminé le 31 mars 2002

ANALYSE DE LA PROVENANCE ET DE L'UTILISATION DES FONDS

		004 Formation du réseau 1	007 Orientation jeunesse 2	009 Services préhospitaliers d'urgence et transport entre établissements 3	010 Services en C.L.S.C. 4
SOLDE A ATTRIBUER AU DEBUT DE L'EXERCICE	01	163 148	31 883	332 113	7 110
PROVENANCE					
M.S.S.S.	02	39 474	137 640	6 130 067	130 895
S.A.A.Q.	03			1 731 816	
Subvention pour intérêts sur emprunts	04				
Revenus d'intérêts	05	7 521	2 985	625	4 404
Revenus autonomes	06			3 647 192	
Revenus de vente de permis	07			1 500	
Autres (note 17, p. 590-7)	08	42 621	35 121	(16 040)	
Engagements annulés	09				86
Total (L.02 à L.09)	10	89 616	175 746	11 495 160	135 385
ATTRIBUTIONS					
Établissements (note 18, p. 590-7)	11	15 584	15 478		104
Organismes (note 19, p. 590-8)	12		52 529		50 000
Intérêts sur emprunts	13				
Contrats à budget:					
- Opérations	14			4 424 255	
- Salaires	15			7 189 959	
- Avantages sociaux	16				
Formation des intervenants	17			98 036	
Soutien aux zones de parc	18				
Soutien réseau de communication et centrales de coordination	19				
Soutien à la politique de déplacement des usagers	20				
Transport entre établissements	21				
Charges d'opération (note 20, p. 590-8)	22		44 582		4 859
Contributions au fonds d'exploitation	23				
Dépenses d'immobilisations	24				
Autres (note 21, p. 590-9)	25	62 796	32 914	58 257	81 197
Total (L.11 à L.25)	26	78 380	145 503	11 770 507	136 160
SOLDE A ATTRIBUER A LA FIN DE L'EXERCICE (L.01+L.10-L.26)	27	174 384	62 126	56 766	6 335

Fonds affectés

Exercice terminé le 31 mars 2002

ANALYSE DE LA PROVENANCE ET DE L'UTILISATION DES FONDS

		011 Expérience de travail 1	012 Santé publique 2	013 Désengorgement des urgences 3	014 Médecins en régions éloignées 4
SOLDE À ATTRIBUER AU DÉBUT DE L'EXERCICE	01	89 937	262 331		5 231
PROVENANCE					
M.S.S.S.	02		371 191		
Subvention pour intérêts sur emprunts	03				
Revenus d'intérêts	04	3 917	18 175		123
Autres (note 22, p. 590-10)	05		275 443		
Enagements annulés	06	500			
Total (L.02 à L.06)	07	4 417	664 809	0	123
ATTRIBUTIONS					
Établissements (note 23, p. 590-11)	08	15 000	87 419		3 000
Organismes (note 24, p. 590-12)	09		15 500		
Intérêts sur emprunts	10				
Contributions au fonds d'exploitation	11				
Charges d'opération (note 25, p. 590-12)	12		304 307		
Dépenses d'immobilisations	13				
Autres (note 26, p. 590-13)	14		92 512		
	15				
Total (L.08 à L.15)	16	15 000	499 738	0	3 000
SOLDE À ATTRIBUER À LA FIN DE L'EXERCICE (L.01 + L.07 - L.16)	17	79 354	427 402	0	2 354

Fonds affecté des équipements

Exercice terminé le 31 mars 2002

ANALYSE DE LA PROVENANCE ET DE L'UTILISATION DES FONDS

		Contribution MSSS An 2000 (50%)	Autres	Total C.1 + C.2
		1	2	3
SOLDE À ATTRIBUER AU DÉBUT DE L'EXERCICE	01	909 314	124 184	1 033 498
PROVENANCE				
M.S.S.S.	02	(87 288)	11 147 959	11 060 671
Subvention pour intérêts sur emprunts	03	4 707	134 608	139 315
Revenus d'intérêts	04			
Autres - Revenus reportés du 31-03-01	05		2 157 992	2 157 992
Engagements annulés	06	8 243	788 777	797 020
	07			
	08			
	09			
Total (L.02 à L.09)	10	(74 338)	14 229 336	14 154 998
ATTRIBUTIONS				
Établissements (note 50, p. 590-22 et 590-23)	11	449 050	9 305 443	9 754 493
RRSSS - Fonds d'exploitation	12			
RRSSS - Autres fonds affectés	13			
Intérêts sur emprunts	14	4 706	134 609	139 315
Autres (note 51, p. 590-23)	15	342 958	(176 006)	166 952
	16			
	17			
	18			
	19			
Total (L. 11 à L.19)	20	796 714	9 264 046	10 060 760
SOLDE À ATTRIBUER À LA FIN DE L'EXERCICE (L.01+L.10-L.20)	21	38 262	5 089 474	5 127 736

RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LANAUDIÈRE

ALLOCATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES AUX ÉTABLISSEMENTS
BUDGET FINAL 2001-2002

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS		**BUDGET NET DE FONCTIONNEMENT**
CENTRES LOCAUX DES SERVICES COMMUNAUTAIRES		
13618509	CLSC Lamater	10 855 506
11043395	Carrefour SSS Matawinie	6 945 941
11043486	CLSC-CHSLD Montcalm	6 102 643
23252141	CLSC Joliette	7 365 529
11043288	CLSC-CHSLD Meilleur	10 441 124
11043387	CLSC-CHSLD D'Autray	7 727 206
		49 437 949
CENTRES HOSPITALIERS - SOINS DE COURTE DURÉE		
12532743	C.H. Le Gardeur	63 584 556
16239592	C.H. Régional de Lanaudière	109 992 481
		173 577 037
CENTRES DE RÉADAPTATION - DÉFICIENCE INTELLECTUELLE ET PHYSIQUE		
11042579	C.R. La Myriade	24 235 171
18415299	C.R. Le Bouclier	6 363 136
		30 598 307
CENTRES D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE		
11043395	Carrefour SSS Matawinie	3 043 316
11043387	CLSC-CHSLD D'Autray	8 602 909
11043486	CLSC-CHSLD Montcalm	7 326 690
11043288	CLSC-CHSLD Meilleur	11 445 156
		30 418 071
CENTRES DE RÉADAPTATION ET CENTRE DE PROTECTION DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE		
11042595	Centres jeunesse de Lanaudière	32 729 757
Total des établissements publics		**316 761 121 $**

ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS CONVENTIONNÉS		**BUDGET NET AGRÉÉ**
CENTRES D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE		
11043791	CHSLD de la Côte Boisée	6 125 809
12653192	CHSLD Heather	3 536 758
28523553	CHSLD Le Château	2 948 133
51223337	CHSLD Vigi Yves-Blais (Vigi Santé)	4 517 778
		17 128 478
Total des établissements privés conventionnés		**17 128 478 $**
GRAND TOTAL		**333 889 599 $**

RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LANAUDIÈRE

AUTORISATIONS D'EMPRUNT ACCORDÉES EN VERTU DE LA LOI

Le présent tableau indique le nombre d'autorisations d'emprunt temporaire que la Régie a accordées à l'ensemble des établissements de la région.

Exercice 2001-2002

Type	Catégorie	Nombre 2001-2002	Autorisations d'emprunt en vigueur au 31 mars	% en fonction du budget total des établissements (1)
Transformation	Recyclage infirmières aux.	1	356 000	0,106%
Sous-total transformation		**1**	**356 000 $**	0,106%
Immobilisations	Autofinancement	5	632 750	0,188%
	Activités accessoires	1	102 928	0,031%
Sous-total immobilisations		**6**	**735 678 $**	0,219%
Fonctionnement	Équilibre budgétaire	3	10 658 200	3,168%
	Déficit	0	0	0,000%
Sous-total fonctionnement		**3**	**10 658 200 $**	3,168%
TOTAL		**10**	**11 749 878 $**	**3,493%**

(1) Le budget brut de l'ensemble des établissements publics de la région au 31 mars 2002 était de : **336 430 074 $**

RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LANAUDIÈRE

ALLOCATIONS DE NOUVEAUX CRÉDITS DANS LA RÉGION DE LANAUDIÈRE EN 2001-2002 (Base annuelle)	
Ajustement coût médicaments et fournitures médicales (EPC)	68 567 $
Hausse coût taxes municipales et scolaires (EPC)	544 142 $
Pavillons du Nouveau Point de Vue	127 000 $
PAPA - augmentation services à domicile et amélioration qualité des services	1 603 041 $
PAPA - implantation - réseau intégré de services	151 842 $
Marche mondiale des femmes	181 717 $
Familles d'accueil - rapport Cloutier	460 739 $
Amélioration services de base CLSC (jeunes)	557 368 $
Services d'interprétariat	2 000 $
Centres jeunesse de Lanaudière	1 181 000 $
Ajustement - transformation pavillons en ressources intermédiaires	199 339 $
Rapport Bédard (2 centres hospitaliers)	1 243 400 $
Organisme communautaire d'assistance et d'accompagnement aux plaintes	91 680 $
Échelle rétribution - ressources intermédiaires	472 462 $
Développement technologique	240 000 $
Service de cessation tabagique	82 737 $
Déficience physique (services de réadaptation)	96 000 $
Services ambulatoires - Sud de Lanaudière	1 000 000 $
	8 303 034 $

EPC: Établissements privés conventionnés

SUBVENTIONS 2001-2002 RÉCURRENTES AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

Secteur *Promotion et services à la communauté*

	Comparatif 2000-2001	2001-2002
Alco-toxico		
Réseau comm. d'aide aux alcool. et toxicomanes (Le Réseau)	62 842	44 950
Unité point de départ inc.	18 962	19 266
Unité d'info. et d'action en toxicomanie Des Moulins (Uniatox)	42 066	25 418
Centre lanaudois d'information sur les psychotropes (CLIP)	34 560	25 420
Total	158 430	**115 054**
Famille		
Carrefour familial Des Moulins	70 903	72 036
Grands frères, grandes soeurs Lanaudière	15 803	16 055
Maison Parent-Aise	40 348	40 993
Assoc. des familles monoparentales et recomposées de Joliette	5 267	5 351
Association carrefour famille Montcalm	49 074	49 859
Cible famille Brandon	44 003	44 707
Action famille Lanoraie inc.	36 816	37 405
Action famille Lavaltrie inc.	28 813	29 274
Ateliers éducatifs "Les petits mousses"	48 292	49 064
Parenfants de Mascouche	30 378	30 864
Maison de la Famille la Parenthèse	54 464	55 335
Mouvement organisé des mères solidaires (MOMS)	40 348	40 993
Maison de la famille aux quatre vents	38 537	39 153
Maison de parents de Rawdon	32 720	33 243
Liaisons enfance	10 850	11 023
Joujouthèque Farfouille	30 857	31 350
Défi famille Matawinie	38 357	38 971
Total	615 830	**625 676**
Personnes handicapées		
Association des personnes handicapées du secteur Joli-Mont	22 509	24 392
Association de parents d'enfant trisomique-21 Lanaudière	14 285	15 783
Amis de la déficience intellectuelle Rive-Nord	24 318	26 877
Service d'accompagnement Montcalm-Matawinie	17 835	20 592
Association des personnes handicapées phys. Rive-Nord inc.	3 950	4 013
Rose Bleue: association des pers. handicapées Des Moulins	3 950	4 013
Service régional d'interprétariat de Lanaudière	36 397	36 979
A.Q.E.A. Lanaudière	13 694	13 913
Société de l'autisme région de Lanaudière	19 129	20 808
Association personnes handicapées visuelles de Lanaudière	15 071	15 312
Association sclérose en plaques de Lanaudière	14 987	15 226
Association des personnes handicapées de Brandon	12 067	12 260
Association sclérose en plaques région Des Moulins	6 533	6 638
Association Handami pour pers. handicapées et leur famille	11 250	15 240
Association personnes handicapées - secteur Bertier	11 250	15 240
Mouvement Des personnes d'abord	11 798	15 981
Total	239 023	**263 267**

Centres d'action bénévole		
Centre d'action bénévole Émilie-Gamelin	15 803	16 055
Service bénévole comté l'Assomption	15 803	16 055
Regroupement bénévole de Montcalm	27 057	27 489
Centre de bénévolat de Brandon	10 535	10 703
Centre communautaire bénévole Matawinie	15 803	16 055
Centre d'action bénévole d'Autray	10 535	10 703
Centre d'action bénévole Des Moulins	15 802	16 055
Total	111 338	**113 115**
Personnes âgées		
Les Amis de Lamater	45 327	46 052
A.Q.D.R. Brandon	9 218	9 365
Les amis des aînés de Lanaudière	3 160	3 211
Total	57 705	**58 628**
Santé physique		
Association un cœur pour tous	8 056	**8 184**
Personnes démunies et autres catégories		
Coopérative de services multiples de Lanaudière	25 380	25 786
Centre d'entraide et de support comm. de Joliette, Les Castors	3 476	3 531
Au coin du dépannage inc.	15 372	15 617
Soupière Joliette-Lanaudière	8 352	8 485
Groupe de Solidarité Sociale de Rawdon	15 372	15 617
Groupe d'entraide en toute amitié	17 215	17 490
Maison populaire de Joliette	5 267	5 351
Groupe populaire d'entraide de Lavaltrie	18 532	18 828
G.I.D.D.S. de Ste-Julienne	5 266	5 351
Action populaire Des Moulins	2 057	2 089
La Ruche St-Damien	2 057	2 089
Popote roulante La Plaine	4 113	4 178
La Manne quotidienne	10 283	10 447
Centre d'entraide Mandeville	13 265	13 477
Groupe populaire d'Entrelacs	13 265	13 477
Carrefour Émilie de Lanoraie	13 265	13 477
Groupe des Montagnards de Chertsey	13 265	13 477
Source de vie St-Gabriel	13 265	13 477
Moisson Lanaudière	25 708	26 119
Association coopérative d'économie familiale de Lanaudière	25 708	26 119
Total	250 483	**254 482**
Organisme d'assistance et d'accompagnement		
Centre d'assistance et d'accomp. aux plaintes Lanaudière (CAAP)	56 850	**149 440**
SIDA		
Sida intervention/prévention/écoute (SIPE Lanaudière)	45 043	45 764
Fonds humanitaires Tom Dee pour humaniser la mort	115 380	117 226
Total	160 423	**162 990**
Ressource dépannage clientèle difficulté		
Hébergement d'urgence Lanaudière	10 535	**10 704**

Consultation et concertation régionale		
Table régionale des org. comm. de Lanaudière (TROCL)	111 926	**113 717**
Secteur *Services aux femmes et conjoints en difficulté*		
Hébergement femmes violentées/difficulté		
Maison d'accueil La Traverse	266 623	305 889
Regard en elle	277 037	316 470
Total	543 660	**622 359**
Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (C.A.L.A.C.S.)		
C.A.L.A.C.S. de Lanaudière	134 967	186 357
C.A.L.A.C.S. La Chrysalide	76 208	101 219
	211 175	**287 576**
Centres de femmes		
Centre Arc-en-ci-elles inc.	73 747	74 927
Avec des elles inc.	80 398	81 685
Centre de F.A.M. des Moulins	73 747	74 927
Centre Au coeur des femmes	80 605	81 895
Inter-femmes inc.	75 327	76 533
Centre de femmes Marie Dupuis		22 591
Centre de femmes Montcalm	75 326	76 532
Total	459 150	**489 090**
Autres ressources pour femmes		
Regroup'elles inc.	42 140	**42 815**
Hommes en difficulté		
Centre d'aide pour hommes oppresseurs (CAHO)	94 818	96 336
Parents unis, Repentigny (Lanaudière)	71 120	72 256
	165 938	**168 592**
Secteur *Services à la jeunesse*		
Organismes de justice alternative		
Avenue jeunesse inc.	228 322	231 976
R.E.P.A.R.S. l'organisme orienteur de Joliette	200 005	203 206
Total	428 327	**435 182**
Hébergement communautaire jeunesse		
Maison d'hébergement jeunesse Roland Gauvreau	252 645	256 688
Société Accueil jeunesse Lanaudière inc.	252 645	256 688
Centre Le Diapason	252 640	256 683
Chaumière jeunesse de Rawdon	247 898	251 865
Total	1 005 828	**1 021 924**

Autres ressources jeunesse		
Association des jeunes innovateurs regroupés (L'AJIR)	39 596	40 230
Association pour les jeunes de la rue de Joliette	104 223	105 891
Association pour le travail de rue de d'Autray	71 155	72 294
Travail de rue Repentigny	102 272	103 909
Ressources Jeunesse Terrebonne	102 272	103 909
Espace Lanaudière	65 896	83 054
Total	485 414	**509 287**
Maisons de jeunes		
Maison des jeunes Café-rencontre 12-17 du Grand Joliette	73 179	76 890
Maison des jeunes de Repentigny	67 046	70 659
Maison des jeunes Place jeunesse Berthier	58 750	62 230
Lachenaie action jeunesse	53 958	57 362
Maison des jeunes Sens unique	45 275	48 540
Maison des jeunes de Ste-Julienne	36 872	47 622
Ressources Jeunesse Terrebonne	7 500	10 160
Maison des Jeunes de Mascouche	7 500	10 160
Maison des Jeunes de l'Assomption L'Escapade	7 500	10 160
Maison des Jeunes du Nord	7 500	10 160
Maison des Jeunes Le Gros Orteil	7 500	10 160
Maison des Jeunes de St-Donat	7 500	10 160
Maison des Jeunes de Ste-Julienne	7 500	-
Maison des Jeunes D.O. Ados	7 500	10 160
Maison des Jeunes Laurentides St-Lin	7 500	10 160
Maison des Jeunes de Crabtree	7 500	10 160
Maison des Jeunes La Piaule	7 500	10 160
Maison des Jeunes de Rawdon	-	10 000
Club Jeunesse de Lanoraie	7 500	10 160
Maison des Jeunes de St-Félix	15 000	20 320
Maison des Jeunes de Le Gardeur	15 000	20 320
Relais Jeunesse de Lavaltrie	7 500	10 160
Total	462 580	**535 863**
Secteur *Services de maintien à domicile*		
Centre d'action bénévole Des Moulins	177 614	186 952
Services amitié l'Assomption	38 184	40 675
Association Handami	13 757	14 491
Association des personnes handicapées de Brandon	9 755	10 179
Association des personnes handicapées du secteur Berthier	7 344	7 730
Groupe entraide et amitié de Ste-Julienne	30 761	32 798
A.Q.D.R. Des Moulins	11 613	12 612
Association des personnes handicapées du secteur Joli-Mont	35 149	36 072
Service d'accompagnement Montcalm-Matawinie	13 571	14 149
Association des pers. handicapées phys. Rive-Nord inc.	17 372	18 276
Rose Bleue: association des pers. handicapées Des Moulins	12 866	13 611
Centre d'action bénévole Émilie-Gamelin	221 697	232 014
Service bénévole comté l'Assomption	198 587	209 282
Regroupement bénévole de Montcalm (RBM)	179 962	189 018
Centre de bénévolat de Brandon	19 554	20 403
Centre communautaire bénévole Matawinie	234 623	247 029
Centre d'action bénévole d'Autray inc.	185 959	195 367

Les Amis de Lamater	18 317	19 423
A.Q.D.R. Brandon	17 351	18 165
Maison des Aînés de Chertsey	8 693	9 914
Support aux aînés anglophones de Lanaudière	8 693	9 914
Le Réseau des aidants naturels d'Autray	1 583	2 144
Société Alzheimer de Lanaudière	17 596	20 133
Total	1 480 601	**1 560 351**
Secteur *Santé mentale*		
La Bonne étoile Joliette inc.	103 145	104 796
La rescousse Montcalm	82 045	83 358
Le Vaisseau d'or (Des Moulins)	110 864	112 638
Le Tournesol de la Rive-Nord inc.	115 966	117 822
Centre d'entraide en santé mentale "Le Croissant de lune"	42 921	43 608
Groupe d'entraide en santé mentale "L'Envol"	57 757	58 682
Centre d'entraide et de support comm. de Joliette, Les Castors	47 684	48 447
MI-ZÉ-VIE inc.	41 550	42 215
La rescousse amicale	86 510	87 895
Pleins droits Lanaudière inc.	140 757	148 211
La lueur du Phare	231 212	241 293
Propulsion Lanaudière	46 918	47 668
Regroup. org. comm. et altern. en santé mentale de Lanaudière	7 173	7 287
Total	1 114 502	**1 143 920**
TOTAL subventions SOC	**8 179 914**	**8 692 216**

ALLOCATIONS VIA PLANS DE TRANSFORMATION ET DE CONSOLIDATION

	2000-2001	2001-2002
Jeunesse		
Ressources Jeunesse Terrebonne	46 269	47 010
Maison des jeunes de Mascouche	44 720	45 436
Maison des jeunes de Repentigny L'Accès	9 948	10 108
Maison des jeunes de l'Assomption L'Escapade	61 840	62 830
Maison des jeunes du Nord	20 944	21 280
Maison des jeunes Le Gros Orteil	21 175	21 514
Maison des jeunes de St-Donat	20 945	21 281
Maison des jeunes de Ste-Julienne	8 600	8 738
Maison des jeunes D.O. Ados	20 817	21 151
Maison des jeunes Laurentides St-Lin	20 817	21 151
Maison des jeunes de Crabtree	27 204	27 640
Maison des jeunes La Piaule	27 205	27 641
Club jeunesse de Lanoraie	20 816	21 151
Relais jeunesse de Lavaltrie	20 817	21 151
Maison des jeunes de Rawdon	20 566	20 896
Total	392 683	**398 978**

Famille		
Carrefour familial Des Moulins	15 877	16 131
Parenfants de Mascouche	29 044	29 508
Mouvement organisé des mères solidaires (MOMS)	19 022	19 326
Maison La Parenthèse	45 354	46 079
Maison de parents de Rawdon	24 303	24 691
Liaisons Enfance	5 342	5 427
Défi famille Matawinie	18 640	18 938
Association carrefour famille Montcalm	23 101	23 470
Maison Parent-aise	27 732	28 175
Cible famille Brandon	7 525	7 645
Action famille Lanoraie	4 365	4 434
Action famille Lavaltrie	22 714	23 077
Maison de la famille Aux quatre vents	12 945	13 152
Ateliers éducatifs « Les petits mousses»	8 386	8 521
Total	264 350	**268 574**
Violence faite aux femmes		
Centre de femmes Marie Dupuis	47 409	48 168
Centre Au Coeur des Femmes	15 803	16 056
C.A.L.A.C.S. de Lanaudière	15 803	16 056
Centre d'aide pour hommes oppresseurs (CAHO)	10 535	10 704
Regroup'elles	7 374	7 492
Total	96 924	**98 476**
Prévention des toxicomanies		
Unité d'info. et d'action en toxicomanie Des Moulins (Uniatox)	83 752	78 095
Centre lanaudois d'information sur les psychotropes (CLIP)	74 674	71 343
Réseau comm. d'aide aux alcool. et toxicomanes (Le Réseau)	159 240	147 913
Total	317 666	**297 351**
Toxicomanie, support réinsertion sociale		
Le Réseau	76 752	124 629
Unité point de départ inc.	10 283	10 448
Uniatox	46 256	67 699
CLIP	44 727	64 188
Total	178 018	**266 964**
Dépistage des toxicomanies et intervention précoce		
Le Réseau	58 561	72 496
CLIP	25 778	26 191
Uniatox	25 778	36 808
Total	110 117	**135 495**
Santé mentale, services de crise		
Les Services de crise de Lanaudière	243 672	**90 305**
Santé mentale, prévention du suicide		
Centre de prévention du suicide de Lanaudière	-	**409 055**

Santé mentale		
Vaisseau d'or Des Moulins (volet hébergement)	204 249	207 517
Habitat Jeunesse Mascouche (volet hébergement)	153 917	159 625
Habitat Jeunesse Mascouche (volet socio-résidentiel)	42 442	43 121
Propulsion Lanaudière (volet socio-résidentiel)	64 295	69 217
Hébergement d'urgence Lanaudière	81 220	122 519
Total	546 123	**601 999**
Centres communautaires personnes âgées		
Centre d'action bénévole d'Autray	11 851	12 040
Centre d'action bénévole Émilie-Gamelin	17 910	18 196
Maison des Aînés de Chertsey	1 579	1 604
Centre communautaire bénévole Matawinie	17 130	17 404
Support aux aînés anglophones	2 359	2 396
Regroupement bénévole de Montcalm	21 070	21 407
Service bénévole Comté l'Assomption	21 070	21 407
Les Amis de Lamater	3 791	3 851
Centre de bénévolat de Brandon	9 038	9 183
Total	105 798	**107 488**
Transport clientèle vulnérable		
Centre d'action bénévole Des Moulins	7 781	7 781
Service bénévole Comté l'Assomption	10 673	10 673
Centre communautaire bénévole Matawinie	14 180	14 180
Regroupement bénévole Montcalm	10 876	10 876
Centre d'action bénévole Émilie-Gamelin (Joliette)	6 863	6 863
Centre de bénévolat de Brandon (d'Autray)	3 780	3 780
Centre d'action bénévole d'Autray	5 847	5 847
Total	60 000	**60 000**
Hébergement personnes handicapées		
Les Maisons d'à côté	402 563	**409 004**
Mesures de répit et autres		
Corp. répit-dépannage Lanaudière (répit et autisme)	30 000	40 640
Corp. répit-dépannage Lanaudière (répit spécialisé)	18 750	25 400
Société de l'autisme région Lanaudière (camp de jour autisme)	17 450	40 640
Société de l'autisme région Lanaudière (formation autisme)	3 445	4 668
Table de concert. rég. des assoc. de pers. hand. Lanaudière	45 545	51 054
Budget de formation, fiduciaire RBM	12 398	12 596
Total	127 588	**174 998**
TOTAL allocations - Plans de transf. et de consolidation	**2 845 502**	**3 318 687**
GRAND TOTAL des subventions récurrentes	**11 025 416**	**12 010 903**

ANNEXE À LA CIRCULAIRE 2001-013
(03.01.61.26)
RENSEIGNEMENTS À FOURNIR AU RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉS
PRODUIT PAR UNE RÉGIE RÉGIONALE

	2001-2002	2000-2001
	Exercice en cours	**Exercice antérieur**
Note 1 :		
Effectifs de la régie régionale :		
Les cadres : (en date du 31 mars)		
➢ Temps complet (excluant les personnes en stabilité d'emploi)	14	15
➢ Temps partiel Nombre de personnes : Équivalents temps complet (a) (excluant les personnes en stabilité d'emploi)	0	0
➢ Nombre de cadres en stabilité d'emploi	0	0
Les employés réguliers (en date du 31 mars)		
➢ Temps complet (excluant les personnes en stabilité d'emploi)	67	68
➢ Temps partiel Nombre de personnes : Équivalents temps complet (a) (excluant les personnes en stabilité d'emploi)	7.3	6
➢ Nombre de cadres en stabilité d'emploi	0	0
Les occasionnels		
➢ Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	37 455.60	34 444.02
➢ Équivalents temps complet (b)	20.58	18.86

1000, boul. Sainte-Anne,
Saint-Charles-Borromée
(Québec) J6E 6J2
Téléphone : (450) 759-1157
Télécopieur : (450) 759-8363